



**N° 66 / 2025**

La Mission Permanente de la République Tunisienne auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et des Institutions Spécialisées en Suisse présente ses compliments au Haut-commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (Service des procédures spéciales) et a l'honneur de Lui faire parvenir, ci-joint, la réponse de la République Tunisienne à la communication AL TUN 06/2024 du 01 octobre 2024.

La Mission Permanente de la République Tunisienne auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et des institutions spécialisées en Suisse saisit cette occasion pour renouveler au Haut-commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (Service des procédures spéciales) les assurances de sa haute considération.

**Genève, le 14 mars 2025**



**Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme  
(Service des procédures spéciales)  
Genève**

[ohchr-spbquickresponsedesk@un.org](mailto:ohchr-spbquickresponsedesk@un.org)

[ohchr-registry@un.org](mailto:ohchr-registry@un.org)

## Mission permanente de la République tunisienne à Genève

### Réponse de la Tunisie à la communication conjointe émanant de plusieurs titulaires de mandat au titre des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme

AL TUN 6/2024

La Tunisie a reçu la communication conjointe AL TUN 6/2024 du 1<sup>er</sup> octobre 2024 sur l'interception de réfugiés, de demandeurs d'asile et de migrants en mer que lui ont adressée **la Rapporteuse spéciale sur la traite des êtres humains, en particulier les femmes et les enfants, le Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine, le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires, la Rapporteuse spéciale sur la situation des défenseurs et défenseuses des droits humains, le Rapporteur spécial sur les droits humains des migrants et la Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée.**

Depuis son indépendance, la Tunisie s'emploie à consacrer, à protéger et à faire respecter les droits de l'homme, se montrant active dans le système international et régional y relatif. Elle adhère aux principes universels des droits de l'homme et s'appuie sur un certain nombre d'instruments internationaux qu'elle a ratifiés et de projets en cours, en particulier :

- La Déclaration universelle des droits de l'homme, de 1948 ;
- La Convention relative au statut des réfugiés, de 1951, et ses deux protocoles additionnels ;
- La Convention de Genève pour la protection des réfugiés, de 1957, et son protocole additionnel (signé en 1967) ;
- La Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, du 10 décembre 1984 (ratifiée le 23 septembre 1988) ;
- La Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée ;
- Le Protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée ;
- Le Protocole visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants.

La Constitution du 25 juillet 2022 comprend un chapitre entier relatif aux droits et libertés, dans lequel sont consacrés les droits civils et politiques, les droits économiques et sociaux, les droits de différents groupes, l'incrimination de la torture, le droit à un procès équitable et le droit d'accès à la justice.

La Tunisie est fière de son patrimoine culturel et civilisationnel, de son ouverture aux autres peuples et civilisations et de son adhésion aux principes et valeurs des droits de l'homme dans leur universalité et leur globalité, qui lui permettent de démentir les allégations de racisme, de discrimination raciale et de discrimination à l'égard des migrants originaires d'Afrique subsaharienne. Qui plus est, le pays accueille depuis des décennies ces personnes, qu'elles viennent pour une hospitalisation, pour les études ou pour travailler, et elles bénéficient durant leur séjour de tous les droits et services que leur accorde la loi.

En outre, le cadre législatif a été renforcé par l'adoption de textes juridiques relatifs aux droits de l'homme qui permettent la protection des droits humains des migrants, quel que soit leur statut. On peut notamment citer parmi ces textes :

- **La loi organique n° 2016-61 relative à la prévention et à la lutte contre la traite des personnes** : Elle s'applique aux étrangers en situation irrégulière sur le territoire national et prévoit, outre des sanctions sévères contre les trafiquants, la création d'une

« instance nationale de lutte contre la traite des personnes » qui est chargée d'élaborer des stratégies nationales, de recevoir les signalements d'infractions, de coordonner les efforts des autorités et organismes concernés par la question dans le pays et à l'étranger, de collecter des données et de publier des rapports périodiques ;

- **La loi organique n° 2017-58 du 11 août 2017, relative à l'élimination de la violence à l'égard des femmes ;**
- **La loi organique n° 2018-50 relative à l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale :** Elle prévoit des mesures et des dispositions visant à éliminer toutes les formes de discrimination raciale afin de protéger la dignité de la personne humaine et de réaliser l'égalité entre les personnes, conformément aux dispositions de la Constitution et des traités internationaux que la République tunisienne a ratifiés.

La Tunisie présente ci-dessous ses éléments de réponse à l'ensemble des allégations contenues dans la communication conjointe.

## **1. Allégations relatives aux manœuvres dangereuses et à l'absence de réponse aux appels de détresse en mer**

Les unités de l'armée et de la police qui opèrent dans le domaine de la protection des frontières terrestres et maritimes et de l'espace aérien sont tenues d'appliquer les dispositions des textes juridiques relatifs à l'entrée dans les espaces relevant de la souveraineté et de la juridiction tunisiennes sans faire de discrimination entre les migrants, demandeurs d'asile et réfugiés et les citoyens et résidents de l'État tunisien.

En plus de protéger les frontières terrestres et maritimes et l'espace aérien de la Tunisie, ces unités mènent des missions de recherche et de sauvetage en mer, répondent aux appels au secours et aux appels de détresse des migrants en situation irrégulière et réagissent aux informations communiquées par toute partie, ce avec la rapidité et l'efficacité requises pour sauver les personnes concernées des dangers liés à la traversée des frontières et des risques qu'elles courent d'être soumises à la traite, à l'exploitation ou à d'autres pratiques pouvant porter atteinte à leur intégrité physique, à leurs droits et à leur dignité individuelle lorsqu'elles traversent illégalement les frontières ou les espaces maritimes tunisiens. En 2023, 177 opérations de sauvetage et de secours en mer ont été menées, ce qui a permis de secourir 3 932 personnes de différentes nationalités.

Les services compétents du Ministère de l'intérieur accordent également l'attention nécessaire aux différents appels de détresse reçus et mobilisent toutes les ressources humaines et logistiques nécessaires à cet effet. Ces dernières années, une activité sans précédent a été enregistrée dans le domaine du sauvetage des étrangers sur les côtes tunisiennes, bien que les personnes qui traversent la mer aient une attitude dangereuse et aient tendance à recourir à la violence et à agresser les patrouilles. En effet, de nombreux agents ont été blessés et beaucoup de dommages ont été causés au matériel et aux équipements. Il faut savoir que les migrants en situation irrégulière se comportent différemment dans l'espace européen et en Tunisie, qu'ils considèrent comme un pays de transit. De plus, ils sont hostiles aux autorités de police tunisiennes, qui représentent pour eux un obstacle les empêchant d'atteindre leur destination, bien qu'elles les traitent avec humanité (voir la vidéo jointe).

Les services compétents du Ministère réfutent ces allégations infondées, aucune situation semblable à ce qui a été décrit n'ayant été enregistrée. Il convient de rappeler que les unités de recherche et de sauvetage de la Garde nationale s'engagent à exercer leurs fonctions dans le cadre de la loi et en veillant à respecter les droits de l'homme lors des interventions en mer et du sauvetage des personnes qui tentent de traverser.

## **2. Allégations relatives à l'arrestation et à la privation de liberté de personnes tentant de traverser et à la destruction de leurs documents**

Il convient de noter que les agents n'arrêtent des personnes qui cherchent à traverser que dans le cadre d'une coordination permanente avec le ministère public, avec l'autorisation de celui-ci et dans des cas précis (infractions liées à la traite des êtres humains, participation à la planification et à la commission d'agressions). Les migrants restent en liberté et leur sort

est déterminé en coordination avec les organisations internationales et nationales compétentes.

Aucun cas de destruction de documents de migrants n'a été enregistré, et il serait illogique que de tels actes se produisent, étant donné que l'un des objectifs des opérations de sécurité est d'identifier les personnes qui veulent traverser et non de dissimuler leur identité.

Les unités compétentes libèrent les migrants après que le ministère public a examiné leur cas et ne procèdent à aucune expulsion. Soucieuses de traiter les migrants conformément à la loi et dans le respect des droits de l'homme, elles s'emploient à organiser le retour volontaire de ces personnes dans le cadre du programme d'aide au retour volontaire mené en coordination avec l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Il apparaît donc que les diverses allégations relatives à l'expulsion forcée des migrants en situation irrégulière sont fausses ; ces personnes sont traitées conformément aux textes juridiques nationaux en vigueur.

Dans le rapport, un amalgame est fait entre le système d'asile et celui de recherche et de sauvetage en mer, alors que chacun des domaines relève d'un cadre de référence particulier. On ne peut donc pas confondre les personnes en détresse qui appellent à l'aide et les personnes qui tentent de traverser de façon illégale, qui doivent également être distinguées des réfugiés et des demandeurs d'asile. Le statut des migrants en situation irrégulière est régi par le cadre juridique national applicable à tous les étrangers, à savoir la loi n° 68-7 du 8 mars 1968 relative à la condition des étrangers en Tunisie – dont l'article 2 dispose ce qui suit : « Les étrangers sont, en ce qui concerne leur entrée en Tunisie, leur séjour et leur sortie, soumis aux dispositions de la présente loi et aux textes qui seront pris pour son application, sous réserve des conventions internationales y dérogeant » –, et le décret n° 68-198 du 22 juin 1968 réglementant l'entrée et le séjour des étrangers en Tunisie.

### **3. Allégations relatives à l'implication de membres des forces de sécurité dans la traite des migrants, des réfugiés et des demandeurs d'asile**

Il est allégué dans la communication que des membres des forces de sécurité intérieure ont été impliqués dans la vente et la traite de migrants, de réfugiés et de demandeurs d'asile au profit de groupes armés non étatiques opérant en Libye qui commettent des infractions de traite des personnes. Il convient de souligner la gravité de ces allégations malveillantes, qui portent atteinte à la réputation et au prestige des forces de sécurité intérieure. Celles-ci sont chargées de faire appliquer la loi et de protéger les personnes et les biens publics et privés dans le cadre du respect des droits de l'homme, dans leur universalité et leur globalité, et conformément aux principes et aux valeurs déontologiques du personnel de sécurité, lesquels sont inscrits dans le Code de conduite des forces de sécurité intérieure relevant du Ministère de l'intérieur.

Les structures relevant de ce Ministère n'ont enregistré aucune requête ou plainte concernant l'implication de membres des forces de sécurité dans la traite de migrants, de réfugiés et de demandeurs d'asile.

Selon le Ministère de la justice, lorsque le ministère public a connaissance d'actes de traite des êtres humains ou d'exploitation sexuelle ou économique, il les traite comme des infractions de droit public, en autorisant la conduite d'enquêtes visant à identifier et à rechercher les suspects et à renvoyer ces derniers devant la justice afin qu'elle impose la peine appropriée aux personnes reconnues coupables.

### **4. Allégations relatives à l'absence d'ouverture de dossiers et d'enquêtes dans les affaires concernant la mort et la noyade de personnes traversant la mer**

Dans le cadre des missions de recherche et de sauvetage en mer et du traitement des situations de migration irrégulière, les unités militaires répondent aux appels au secours et aux appels de détresse et réagissent aux informations communiquées par toute partie, ce avec la rapidité et l'efficacité requises pour préserver les vies humaines face aux dangers auxquels

les personnes s'exposent lorsqu'elles franchissent illégalement les frontières ou les espaces maritimes de la Tunisie. Rappelons notamment ce qui suit :

- ✓ **En 2023**, 177 opérations de sauvetage et de secours en mer ont été menées, ce qui a permis de récupérer 52 corps et de secourir 3 932 personnes de différentes nationalités.
- ✓ **En octobre 2024**, 120 opérations de sauvetage et de secours en mer avaient été menées au cours de l'année, ce qui avait permis de récupérer 25 corps et de secourir 2 042 personnes de différentes nationalités.

Les unités compétentes du Ministère de l'intérieur traitent directement les cas de noyade ou de décès d'étrangers. Les corps des personnes décédées dans le contexte de la migration irrégulière sont soumis à une analyse génétique et les comparaisons nécessaires sont effectuées avec les données de toutes les familles pouvant être concernées qui en font la demande. Le nécessaire est fait en matière d'identification et les réponses demandées sont communiquées, dans le cadre de la prise en compte de l'aspect humanitaire des questions de migration. En outre, toutes les empreintes digitales et tous les profils génétiques des personnes disparues reçus des ambassades et consulats étrangers en Tunisie font l'objet de comparaisons immédiates, malgré le coût élevé des analyses, et le Ministère des affaires étrangères, de la migration et des Tunisiens à l'étranger communique rapidement des réponses. Toutes ces procédures sont lancées avec l'autorisation du ministère public.

Les unités de l'armée et de la police sont soucieuses de fournir au plus vite les soins de santé nécessaires aux personnes secourues, en particulier les femmes et les enfants, en coordination avec les autorités nationales compétentes, afin que ces personnes bénéficient des interventions médicales et de la prise en charge psychologique voulues. Les corps sont enterrés dans le respect de leur dignité et des droits de l'homme, une fois les procédures légales achevées.

## **5. Données statistiques demandées concernant les traversées en mer**

Les autorités ne disposent pas de données statistiques répondant aux informations demandées (âge, sexe, nationalité, statut, etc.) car il n'existe actuellement aucun système d'identification des migrants en situation irrégulière, ceux-ci ne possédant pas de documents officiels prouvant leur identité. Cela empêche également de les dénombrer et de les localiser comme demandé. Au 14 novembre 2024, les unités de la Garde nationale avaient compté 66 328 personnes cherchant à traverser, dont 57 816 étrangers, la plupart originaires d'Afrique subsaharienne. Il est à noter qu'une même personne peut être comptée plusieurs fois si elle tente de traverser à plusieurs reprises.

## **6. Coopération et coordination avec les organisations de défense des droits de l'homme, les défenseurs des droits de l'homme et les agences d'aide aux migrants**

En ce qui concerne l'allégation selon laquelle il y aurait une tendance générale à l'incrimination des activités humanitaires et d'aide aux migrants, il convient de préciser que les cas auxquels il est fait référence sont des affaires de droit public dans lesquelles les poursuites ont été engagées car les dirigeants de plusieurs associations étaient soupçonnés d'avoir commis des infractions pénales. Les enquêtes judiciaires ont été ouvertes conformément aux procédures légales.

Contrairement à ce qui est allégué, les structures gouvernementales travaillent en parfaite harmonie avec les entités des Nations Unies et les organisations nationales qui travaillent dans ce domaine. Les migrants de toutes nationalités bénéficient en Tunisie de conditions de vie décentes, d'une prise en charge sanitaire et sociale et, pour certains, d'un hébergement dans des hôpitaux et établissements de santé, dans la limite des ressources disponibles. Traitant avec eux selon une approche fondée sur les droits, sur la base des conventions internationales relatives aux droits de l'homme, tous les ministères compétents coordonnent leur action et travaillent en coordination avec les organisations de la société civile, en particulier en ce qui concerne les femmes, les enfants et les groupes vulnérables.

Depuis sa création, le Croissant-Rouge tunisien soutient les efforts humanitaires de l'État dans le domaine de la migration, notamment en distribuant des produits de première nécessité aux migrants, en leur dispensant des soins médicaux et en leur offrant un soutien psychologique et une assistance financière, ainsi qu'en facilitant le regroupement familial et en fournissant diverses informations utiles.

Quant aux services de sécurité compétents, ils ne procèdent ni au refoulement des réfugiés, ni à leur expulsion collective, mais agissent en coordination avec les ambassades des pays africains, conformément aux règles internationales et aux usages en vigueur et dans le plein respect des principes des droits de l'homme, en vue de régulariser la situation des migrants dans le cadre de leur réadmission dans leur pays d'origine.

Ils s'efforcent également, en coordination avec les entités des Nations Unies, de mener à bien les procédures de retour volontaire des migrants et d'assurer l'hébergement des migrants, des réfugiés et des demandeurs d'asile dans des logements spéciaux supervisés par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et l'OIM et sécurisés dans le cadre du dispositif de sécurité approuvé.

En ce qui concerne les procédures de retour volontaire gérées en coopération avec l'OIM, d'excellents résultats ont été obtenus en 2024 : il a été donné suite aux demandes de retour volontaire de 6 885 migrants en situation irrégulière.

## **7. Mesures de prévention de la violence à l'égard des femmes**

La République tunisienne a pris un ensemble de dispositions législatives et de mesures pour lutter contre toutes les formes de violence à l'égard des femmes. La Constitution de 2022 dispose que l'État est tenu de prendre les mesures susceptibles d'éliminer la violence à l'égard des femmes. Il est inscrit dans la loi organique n° 2017-58 relative à l'élimination de la violence à l'égard des femmes que cette loi concerne toutes les formes de discrimination et de violence subies par les femmes qui sont fondées sur la discrimination entre les sexes, quels que soient les auteurs ou le domaine, et que l'action est menée suivant quatre axes : la prévention, la protection des victimes, la prise en charge des victimes et la répression des auteurs. Toutes les structures de l'État veillent à l'application des dispositions de la loi relatives à la prévention de la violence contre les femmes.

Étant donné que l'État tunisien garantit le droit d'ester en justice à toute personne se trouvant sur le territoire national, quel que soit son statut, les migrants en situation irrégulière jouissent de ce droit, leurs plaintes sont admises et les procédures judiciaires les concernant sont engagées dans des conditions d'égalité et sans discrimination. Lorsqu'elles entament des procédures qui concernent une partie étrangère, les autorités compétentes en informent les services compétents du Ministère des affaires étrangères, de la migration et des Tunisiens à l'étranger pour que les mesures nécessaires soient prises en coordination avec les autorités compétentes du pays concerné. En Tunisie, les migrants de toutes nationalités bénéficient de l'attention voulue, dans la limite des ressources disponibles. Traitant avec eux selon une approche fondée sur les droits, sur la base des conventions internationales relatives aux droits de l'homme, tous les ministères compétents coordonnent leur action et travaillent en coordination avec les organisations de la société civile pour fournir une assistance selon leurs possibilités, en particulier en ce qui concerne les femmes, les enfants et les groupes vulnérables. Dans la pratique, les agents partagent leurs rations avec les migrants jusqu'à ce que ces derniers soient débarqués et orientés vers les autorités compétentes, ce grâce aux contributions de certaines organisations et associations nationales et internationales.

Aucune distinction n'est faite entre les Tunisiens et les étrangers, ni dans le droit ni dans la pratique, pour ce qui est de la mise en œuvre des mesures d'élimination de toutes les formes de discrimination et de violence à l'égard des femmes et des filles, telles que la facilitation de l'accès à la justice pour les femmes et les filles victimes de violence et la fourniture de services judiciaires sans aucune discrimination fondée sur le genre ou la nationalité. L'objectif est de protéger certains groupes qui nécessitent une attention particulière, comme les femmes et les enfants réfugiés (résultats de l'exécution du plan national de mise en œuvre de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité, intitulée « Les femmes et la paix et la sécurité »), de renforcer toutes les garanties juridiques pour les femmes et les filles, de protéger celles-ci contre la violence et de soutenir la protection

judiciaire des droits des femmes, laquelle passe par l'adoption d'ordonnances de protection par le juge de la famille, comme prévu dans la loi organique n° 2017-58.

L'Instance nationale de lutte contre la traite des personnes a indiqué que les victimes qu'elles avait entendues n'avaient pas affirmé avoir subi du harcèlement sexuel, un viol ou des actes de violence, mais avoir fait l'objet d'enlèvements et de demandes de rançon.

#### **8. Allégations selon lesquelles des groupes criminels détiendraient et agresseraient des migrants**

Les migrants en situation irrégulière étant de nationalités et de cultures multiples et ayant des coutumes et des traditions différentes, il y a des cas de violence et d'agressions entre eux, chaque partie voulant imposer son autorité aux autres. Les services de sécurité mènent des enquêtes et établissent des rapports qu'ils transmettent au ministère public, conformément à la loi, pour qu'il les valide.

Les services compétents du Ministère acceptent toutes les plaintes et requêtes, qu'elles soient déposées par des Tunisiens ou par des étrangers, directement ou par l'intermédiaire d'organisations nationales ou internationales œuvrant dans le domaine des droits de l'homme. Ils mènent des enquêtes et prennent les dispositions et mesures nécessaires à l'égard des contrevenants afin de faire respecter le principe de l'état de droit et d'en assurer la bonne application.

En ce qui concerne les mauvais traitements, les agressions et l'exploitation par le travail que subiraient des migrants, une seule affaire ayant trait à l'emploi d'étrangers en violation des procédures légales a été enregistrée, dont le dossier d'instruction a été déposé devant le juge d'instruction du tribunal de première instance de Sfax.

Des dossiers d'instruction ont également été ouverts dans des affaires d'agressions entre migrants et d'affrontements entre groupes de migrants dans le cadre desquels des personnes ont été blessées avec des objets tranchants et même, dans un cas, ont trouvé la mort ; les enquêtes continuent d'être menées conformément à la loi.

#### **9. Garanties accordées par l'État tunisien s'agissant de protéger les droits des migrants lorsque ceux-ci sont placés en garde à vue ou en détention**

Il convient de noter que les forces armées ne disposent d'aucun centre ou lieu de détention pour les migrants et autres personnes arrivant sur le sol tunisien. En cas de détection de cas d'entrée illégale sur le territoire tunisien par les frontières terrestres ou maritimes, les contrevenants sont immédiatement remis aux forces de sécurité intérieure, en coordination avec les structures judiciaires compétentes.

**En ce qui concerne la garde à vue :** Les unités de sécurité spécialisées dans les enquêtes judiciaires et les structures de supervision de la garde à vue du Ministère de l'intérieur travaillent dans le respect des dispositions constitutionnelles et législatives et sous le contrôle des autorités judiciaires compétentes à tous les stades de l'enquête. Afin de clarifier les différentes procédures relatives au traitement des suspects sans discrimination, le Ministère a publié, le 10 décembre 2022, des notes de travail sur les modalités d'application de la loi n° 2016-5 du 16 février 2016 modifiant et complétant certaines dispositions du Code de procédure pénale (garanties du droit à un avocat, du droit d'être examiné par un médecin, du droit d'informer sa famille ou les autorités officielles ou diplomatiques, du droit de faire appel à un interprète si nécessaire, etc...). Il convient de noter que les unités d'enquête travaillent en coordination avec le ministère public à tous les stades de l'enquête.

**En ce qui concerne la détention :** Les migrants qui sont placés en détention sont soumis aux lois et règlements applicables dans les établissements pénitentiaires au même titre que les autres détenus ; il n'y a aucune discrimination entre les Tunisiens et les étrangers à cet égard.

Le Comité général des prisons et de la rééducation s'efforce de protéger l'intégrité physique et psychologique de tous les détenus :

- En garantissant l'accès aux traitements et aux médicaments à l'intérieur des prisons et, en cas d'impossibilité, dans des établissements hospitaliers, sur avis du médecin de la prison ;
- En faisant du traitement humain une obligation et en appuyant les programmes destinés aux groupes vulnérables ;
- En améliorant les conditions de détention ;
- En soutenant les programmes d'accompagnement, de réhabilitation et d'emploi pour la réinsertion des détenus. Il faut noter à cet égard que, comme les autres détenus, les étrangers ont le droit de participer à toutes les activités culturelles, de perfectionnement et de loisir dans les prisons ;
- En inscrivant d'office les enfants étrangers qui sont placés dans des centres de redressement pour enfants délinquants dans des programmes de formation, d'éducation et de perfectionnement.

Une attention particulière est accordée aux détenus étrangers. Dès lors qu'une personne étrangère est placée en détention, les procédures ci-après sont automatiquement appliquées :

- Le représentant consulaire ou diplomatique est informé et notifié par la voie diplomatique ; il en va de même au moment du procès et de la libération ;
- Les représentants consulaires ou diplomatiques qui souhaitent rendre visite aux ressortissants de leur pays qui ont été définitivement condamnés se voient accorder des autorisations de visite. En ce qui concerne les personnes qui sont en détention provisoire, les autorités judiciaires sont légalement habilitées à accorder des autorisations de visite ;
- Les détenus peuvent rencontrer des hommes de religion et pratiquer leurs rites religieux à l'intérieur des unités pénitentiaires, ont accès à des ouvrages religieux et peuvent consulter des journaux et des magazines ;
- Les détenus peuvent poursuivre leurs études en prison et apporter des livres, des journaux, des ouvrages de référence et des publications scientifiques ;
- Les détenus ressortissants d'États qui n'ont pas de représentants diplomatiques ou consulaires en Tunisie sont autorisés à contacter le représentant diplomatique de l'État qui est chargé de leurs intérêts, conformément à la règle 62 de l'Ensemble de règles minima des Nations Unies pour le traitement des détenus (Règles Nelson Mandela). Pour favoriser la stabilité psychologique, les détenus sont également autorisés à correspondre par écrit avec leur famille, conformément à la règle 58 des Règles Nelson Mandela.

En outre, les établissements pénitentiaires s'efforcent de mettre en place des programmes intégrés d'alimentation saine qui prennent en compte les besoins particuliers des enfants originaires des pays d'Afrique subsaharienne qui sont détenus dans les centres de redressement pour enfants délinquants, afin de poursuivre leur bon développement. En 2024, neuf caravanes sociales ont été organisées pour les détenus étrangers dans un certain nombre d'unités pénitentiaires et correctionnelles.

Ces unités font l'objet de nombreuses inspections internes visant à examiner les conditions d'hébergement, les conditions de vie et les services (sanitaires, sociaux et psychologiques) qui sont fournis aux détenus, quelle que soit leur nationalité. En outre, en vertu de la loi ou d'accords conclus à cet effet, des organes et organisations de contrôle rendent visite aux détenus afin de repérer toute irrégularité dans les prisons (et l'Instance nationale pour la prévention de la torture a été créée par la loi organique n° 2013-43 du 21 octobre 2013 relative à l'Instance nationale pour la prévention de la torture).

**En conclusion**, il importe de souligner les efforts qui ont été déployés dans le domaine du renforcement des capacités du système des droits de l'homme, en particulier en ce qui concerne la migration et la traite des personnes.

- **Au niveau du Ministère de l'intérieur** : Le Ministère s'emploie à accroître les capacités de son personnel afin d'assurer la bonne application de la loi et de renforcer la mise en œuvre par les services de sécurité de toutes les garanties accordées aux migrants en situation irrégulière. À cet effet, il organise à l'intention des agents de différentes spécialités et de différents grades des sessions de formation sur le droit international des droits de l'homme, y compris les droits des migrants, a ajouté un volet consacré aux droits de l'homme dans les programmes de formation de base et a enrichi l'éventail des activités de formation avec un module sur les questions relatives au comportement et à la discipline. Le contenu de ces cours de formation est fondé en particulier sur les dispositions du Code de conduite des forces de sécurité intérieure relevant du Ministère de l'intérieur (publié en vertu du décret n° 2023-240 du 16 mars 2023), qui comprend une section entièrement consacrée à la conduite envers les groupes ayant des besoins particuliers, y compris les migrants. Il est souligné dans cette section qu'il est nécessaire de prendre en considération la situation et les besoins de ces personnes, en tenant compte de leurs particularités, conformément aux procédures légales adoptées à cet effet. Cela doit notamment permettre de prévenir toute irrégularité dans les prisons (et l'Instance nationale pour la prévention de la torture a été créée par la loi organique n° 2013-43 du 21 octobre 2013 relative à l'Instance nationale pour la prévention de la torture).

**En conclusion**, il importe de souligner les efforts qui ont été déployés dans le domaine du renforcement des capacités du système des droits de l'homme, en particulier en ce qui concerne la migration et la traite des personnes.

- **Au niveau du Ministère de la justice** : S'agissant des programmes et projets, le Ministère a amorcé l'exécution du projet « Salama » relatif au renforcement des capacités pour la protection des migrants en Afrique du Nord, en coopération avec le bureau de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime en Tunisie.

Aux fins du renforcement des capacités des juges dans le domaine de la migration et de la traite des personnes, le Ministère a coordonné, en janvier 2024, une session de formation organisée pour les juges du système pénal dans les tribunaux du sud, à laquelle ont contribué des experts de l'Instance nationale de lutte contre la traite des personnes et des juges du troisième degré.

- **Au niveau du Ministère de la défense nationale** : Le Ministère s'emploie à organiser des sessions de formation et de sensibilisation dans le domaine des droits de l'homme afin que tous les membres des forces armées soient au fait des engagements de l'État tunisien et des textes juridiques nationaux relatifs au respect du droit international des droits de l'homme, du droit international humanitaire et du droit international des réfugiés. Le but est de veiller à ce que les membres du personnel respectent les lois et les traités internationaux lorsqu'ils traitent avec toute personne qui franchit illégalement la frontière.
- **Au niveau du Ministère de l'intérieur** : Le Ministère s'emploie à accroître les capacités de son personnel afin d'assurer la bonne application de la loi et de renforcer la mise en œuvre par les services de sécurité de toutes les garanties accordées aux migrants en situation irrégulière. À cet effet, il organise à l'intention des agents de différentes spécialités et de différents grades des sessions de formation sur le droit international des droits de l'homme, y compris les droits des migrants, a ajouté un volet consacré aux droits de l'homme dans les programmes de formation de base et a enrichi l'éventail des activités de formation avec un module sur les questions relatives au comportement et à la discipline. Le contenu de ces cours de formation est fondé en particulier sur les dispositions du Code de conduite des forces de sécurité intérieure relevant du Ministère de l'intérieur (publié en vertu du décret n° 2023-240 du 16 mars 2023), qui comprend une section entièrement consacrée à la conduite envers les groupes ayant des besoins particuliers, y compris les migrants. Il est souligné dans cette section qu'il est nécessaire de prendre en considération la situation et les besoins

de ces personnes, en tenant compte de leurs particularités, conformément aux procédures légales adoptées à cet effet.

En outre, un volet consacré aux infractions liées à la traite des personnes a été ajouté aux programmes de formation de base et de formation continue des agents de la police judiciaire et des cours de formation spécialisés sont organisés sur les techniques d'enquête sur ce type d'infraction, la prise en charge des victimes et le Mécanisme national d'orientation des victimes de la traite des personnes.

---



ردّ الدولة التونسية على البلاغ المشترك الصادر عن  
عدد من الإجراءات الخاصة لمجلس حقوق الإنسان  
AL TUN 6/2024

تلقت الدولة التونسية البلاغ المشترك عدد AL TUN 6/2024 المؤرخ في غرة أكتوبر 2024 حول إعتراض اللاجئين وطالبي اللجوء و المهاجرين في البحر ، صادر عن " المقررة الخاصة المعنية بالاتجار بالأشخاص، لا سيما النساء والأطفال ، الفريق العامل المعني بالمنحدرين من أصل أفريقي ، الفريق العامل المعني بحالات الاختفاء القسري أو غير الطوعي، المقررة الخاصة المعنية بحالة المدافعين عن حقوق الإنسان، المقرر الخاص المعني بحقوق الإنسان للمهاجرين و المقررة الخاصة المعنية بالأشكال المعاصرة للعنصرية والتمييز العنصري وكره الأجانب وما يتصل بذلك من تعصب".

عملت الدولة التونسية على تكريس وحماية وإعمال حقوق الإنسان منذ استقلالها والذي ترجم من خلال انخراطها الفاعل في المنظومة الدولية والإقليمية حيث تلتزم بالمبادئ العالمية لحقوق الإنسان، وتستند إلى جملة من الالتزامات والتعهدات الدولية التي صادقت عليها والتشريعات الجاري بها العمل وخاصة منها:

- الإعلان العالمي لحقوق الإنسان لسنة 1948
- اتفاقية جنيف لعام 1951 المتعلقة بمركز اللاجئين وبروتوكولها الإضافيين
- اتفاقية جنيف لحماية اللاجئين سنة 1957 والتوقيع على البروتوكول المكمل لها سنة 1967
- اتفاقية مناهضة التعذيب وغيره من ضروب المعاملة أو العقوبة القاسية أو اللاإنسانية أو المهينة. 1984/12/10 وصادقت عليها تونس في 1988/09/23
- اتفاقية الأمم المتحدة لمكافحة الجريمة المنظمة عبر الوطنية.
- بروتوكول مكافحة تهريب المهاجرين عن طريق البر والبحر والجو المكمل لاتفاقية الأمم المتحدة لمكافحة الجريمة المنظمة عبر الوطنية.

- بروتوكول منع وقمع ومعاقبة الاتجار بالأشخاص وخاصة النساء والأطفال  
كما خصّص دستور 25 جويلية 2022 بابا كاملا للحقوق والحريات تمّ خلاله تكريس الحقوق المدنية والسياسية والحقوق الاقتصادية والاجتماعية وحقوق الفئات وتجرىم التعذيب وتكريس المحاكمة العادلة والولوج للعدالة.

وقد تمّ التأكيد على إعتزاز الدولة التونسية بموروثها الثقافي والحضاري وانفتاحها على بقية الشعوب والحضارات وتمسكها بمبادئ وقيم حقوق الإنسان في كونيتها وشموليتها بما يدحض المزاعم والادعاءات المتصلة بالعنصرية والتمييز العنصري والتمييز ضدّ المهاجرين أصليي إفريقيا جنوب الصحراء لا سيّما وأنّه يتم استقبالهم ببلادنا منذ عقود سواء للاستشفاء أو الدراسة أو العمل ويتمتعون خلال فترات إقامتهم بكل الحقوق والخدمات المخولة لهم بمقتضى القانون

هذا وقد تم تدعيم الإطار التشريعي بنصوص قانونية حقوقية بامتياز بما يمكن من حماية حقوق الإنسان للمهاجرين. وذلك بقطع النظر عن وضعيتهم. ومن بين هذه النصوص نذكر:

• القانون الأساسي عدد 61 لسنة 2016 المتعلق بمنع الاتجار بالأشخاص ومكافحته: الذي ينطبق على الأجنب المتواجدين على التراب الوطني بصفة غير قانونية والذي تضمن. فضلا عن العقوبات المشددة ضد المتاجرين بالأشخاص. التنصيص على إحداث "هيئة وطنية لمكافحة الاتجار بالأشخاص" تتولى وضع استراتيجيات وطنية وتلقي الإشعارات بالجرائم والتنسيق بين مختلف السلطات والجهات المعنية بالملف في الداخل والخارج وتجميع البيانات وإصدار التقارير الدورية.

• القانون الأساسي عدد 58 لسنة 2017 مؤرخ في 11 أوت 2017 المتعلق بمكافحة العنف ضد المرأة

• القانون الأساسي عدد 50 لسنة 2018 المتعلق بالقضاء على جميع أشكال التمييز العنصري: الذي تضمن الإجراءات والتدابير الكفيلة بالقضاء على جميع أشكال التمييز العنصري حماية لكرامة الذات البشرية وتحقيقا للمساواة بين الأفراد وفقا لأحكام الدستور والمعاهدات الدولية المصادق عليها من قبل الجمهورية التونسية.

وفي إطار إجابة الدولة التونسية على حملة الإدعاءات الواردة بنص البلاغ المشترك. نفيدكم ضمن هذه المذكرة بعناصر الرد التالية:

1. في خصوص إدعاءات إستهغال مناورات خطرة وعدم الاستجابة لطلبات الاستغاثة بالبحر:

تلتزم التشكيلات العسكرية والأمنية العاملة في مجال حماية الحدود البرية والبحرية والمجال الجوي التونسي بتطبيق أحكام النصوص القانونية المتعلقة بالدخول إلى الفضاءات الخاضعة للسيادة والولاية التونسية دون تمييز بين المهاجرين وطالبي اللجوء واللاجئين أو أي شخص من المواطنين أو المقيمين بالدولة التونسية. تتولى هاته التشكيلات أثناء عملية حماية الحدود البرية والبحرية والمجال الجوي التونسي مهام البحث والإنقاذ بالبحر وتلبية نداءات النجدة والاستغاثة للمهاجرين غير النظاميين. والإعلامات الصادرة عن أي طرف بالسرعة والنجاعة المطلوبتين في إطار الحرص على إنقاذهم من أخطار اجتياز الحدود وإمكانية تعرضهم للإنتجار أو الإستغلال أو ما يمكن أن يمس من سلامتهم الجسدية وحقوقهم وكرامتهم الفردية أثناء عبور الحدود أو الفضاءات البحرية التونسية بصفة غير شرعية. حيث تم خلال سنة 2023. تنفيذ 177 عملية إنقاذ وإغاثة بالبحر مكنت من إغاثة 3932 جميعهم من جنسيات مختلفة.

كما تولي المصالح المعنية بوزارة الداخلية العناية اللازمة لمختلف طلبات الاستغاثة الواردة عليها من خلال تسخير كافة الإمكانيات البشرية واللوجستية المستوحجة في العرض. علما وأنه تم خلال السنوات الأخيرة تسجيل نشاط غير مسبوق في مجال انقاذ المجتازين الأجانب عرض السواحل التونسية إضافة إلى خطورة تصرفات المجتازين بالبحر وجنوحهم لاعتماد العنف والاعتداء على الدوريات حيث تم تسجيل عديد الإصابات والأضرار في صفوف الأعوان والوسائل والتجهيزات نظرا لأن سلوك المهاجرين غير النظاميين بالفضاء الأوروبي مغاير لما هو عليه بالبلاد التونسية التي يعتبرونها دولة عبور إضافة إلى عداوتهم للسلطات الأمنية التونسية التي تمثل بالنسبة لهم عائقا يحول دون الوصول إلى وجهتهم وذلك رغم التعامل الإنساني معهم (مقطع فيديو مصاحب).

وعليه. يجدر التأكيد على تفنيد المصالح المعنية بالوزارة لهذه الادعاءات الواهية حيث لم يتم تسجيل أية سوابق في هذا الخصوص. مع التذكير بالتزام الوحدات المعنية بالبحث والإنقاذ بالحرس الوطني بأداء مهامها في إطار القانون مع ضمان احترام حقوق الإنسان عند التدخل في البحر وإنقاذ المجتازين.

2. بخصوص إدعاء إيقاف المجتازين وسلمهم لحرياتهم وإتلاف وثائقهم:

تجدر الإشارة إلى أن عملية إيقاف المحتجزين لا تتم إلا بعد التنسيق المتواصل مع النيابة العمومية وبإذن منها وفي حالات محددة (ارتكاب جرائم الاتجار بالبشر-التورط في التنظيم والاعتداء...) في حين يبقى المحتجزون في حالة سراح ويتم التنسيق في شأنهم مع المنظمات الدولية والوطنية ذات الصلة.

لم يتم تسجيل أية سابقة فيما يتعلق بإتلاف الوثائق الخاصة بالمحتجزين علما وأنه من غير المنطقي حدوث مثل هذه التصرفات باعتبار أن من بين الأهداف الأمنية تحديد هوية المحتجزين وليس اخفائها.

يجدر التأكيد على أن الوحدات المعنية تتولى إخلاء سبيل المهاجرين بعد مراجعة النيابة العمومية ولا تقوم بأية عمليات ترحيل حيث تحرص على حسن التعامل مع المهاجرين وفق القانون مع احترام حقوق الإنسان من خلال العمل على تنظيم عمليات عودتهم الطوعية في إطار تنفيذ برنامج المساعدة على العودة الطوعية بالتنسيق مع المنظمة الدولية للهجرة، وهو ما يفند مختلف الادعاءات حول ممارسة الترحيل القسري في حق المهاجرين غير النظاميين الذين يتم التعاطي معهم وفق النصوص القانونية الوطنية النافذة في المجال.

بلا حظ أنه تم صلب التقرير الدمج بين منظومتي اللجوء والبحث والإنقاذ بالبحر في حين أن كل مجال يخضع إلى إطار مرجعي خاص ولا يمكن بالتالي الخلط بين الأشخاص المكرويين طالبي الاستغاثة وغيرهم من المحتجزين بطريقة غير شرعية والذين يجب تمييزهم كذلك عن اللاجئين وطالبي اللجوء. علما وأن وضعية المهاجرين غير النظاميين تخضع إلى المنظومة القانونية الوطنية المنطبقة على الأجانب عموما وخاصة القانون عدد 7 لسنة 1968 المؤرخ في 8 مارس 1968 المتعلق بحالة الأجانب بالبلاد التونسية الذي نص الفصل 2 منه على أن "يخضع الأجانب فيما يخص دخولهم إلى تراب البلاد التونسية وإقامتهم بها وخروجهم منها إلى أحكام هذا القانون والنصوص التي تتخذ لتطبيقه مع مراعاة الاتفاقيات الدولية التي تخالفها" هذا إضافة إلى أحكام الأمر عدد 198 لسنة 1968 المؤرخ في 22 جوان 1968 المتعلق بضبط تراتب دخول وإقامة الأجانب بالبلاد التونسية.

### 3. بخصوص إدعاء تورط أعوان من قوات الأمن في الإتجار بالمهاجرين واللاجئين وطالبي اللجوء:

تضمن البلاغ الادعاء بتورط قوات الأمن الداخلي في بيع المهاجرين واللاجئين وطالبي اللجوء والاتجار بهم لفائدة مجموعات مسلحة غير حكومية ناشطة بالقطر الليبي ومتورطة في جرائم الاتجار بالأشخاص، ويجدر التأكيد في هذا الخصوص على خطورة هذه الادعاءات المغرضة ومساسها بسمعة وهيبة قوات الأمن الداخلي المكلفة بإنفاذ القانون وحماية الأفراد والممتلكات العامة والخاصة في كنف احترام حقوق الإنسان في كونيتها وشموليتها وطبقا لمبادئ وقيم أخلاقيات المهنة الأمنية المكرسة بمدونة سلوك قوات الأمن الداخلي التابعة لوزارة الداخلية.

وفي هذا الإطار، لم تسجل البياكل الراجعة بالنظر لوزارة الداخلية أي عرائض أو شكاوى في تورط أعوان من قوات الأمن في الإتجار بالمهاجرين واللاجئين وطالبي اللجوء.

كما تفيد وزارة العدل أنه بمجرد بلوغ العلم إلى النيابة العمومية بحصول أعمال الاتجار بالبشر أو الإستغلال الجنسي والإقتصادي، يتم التعاطي معها باعتبارها جرائم حق عام من خلال الإذن بالبحث والتحقيق لكشف مرتكبيها وإحالتهم أمام القضاء لتسليط الجزاء المناسب على من تثبت إدانته في إرتكابها.

### 4. فيما يتعلق بعدم مباشرة القضايا والأبحاث في المواضيع التي هم موت وغرق المحتجزين بالبحر:

تتولى الوحدات العسكرية أثناء مهام البحث والإنقاذ بالبحر وخلال التعامل مع وضعيات الهجرة غير النظامية تلبية نداءات النجدة والإستغاثة، والإعلامات الصادرة عن أي طرف بالسرعة والنجاعة المطلوبتين للحفاظ على الأرواح البشرية من المخاطر التي تهدد حياتهم أثناء عبور الحدود أو الفضاءات البحرية التونسية بصفة غير شرعية. حيث تم على سبيل الذكر:

✓ سنة 2023، تنفيذ 177 عملية إنقاذ وإغاثة بالبحر مكنت من انتشال 52 جثة، وإغاثة 3932 جميعهم من جنسيات مختلفة.

✓ إلى غاية أكتوبر من سنة 2024، تنفيذ 120 عملية إنقاذ وإغاثة بالبحر مكنت من استئصال 25 حثة. وإغاثة 2042

جميعهم من جنسيات مختلفة

ويجدر التأكيد على أن الوحدات المعنية بوزارة الداخلية تتولى مباشرة القضايا ذات الصلة بعرق أو وفاة الأجانب، حيث يتم إخضاع الجثث في إطار عمليات الهجرة غير النظامية إلى التحليل الجيني وإجراء المقارنات اللازمة مع جميع العائلات المفترضة الذين يتقدمون بطلبات في الغرض وإتمام متطلبات التعرف على الهويات وتقديم الإجابات المطلوبة وذلك في إطار مراعاة الجانب الإنساني للمهاجرين. هذا بالإضافة إلى إجراء المقارنات الفورية لجميع اللوحات النصمية والسمات الجينية للمفقودين التي ترد من السفارات والقنصليات الأجنبية الموجودة بتونس وتقديم الردود بصورة حثيئة في شأنها عن طريق وزارة الشؤون الخارجية والهجرة والتونسيين بالخارج وذلك بالرغم من كلفة التحاليل الباهظة علما وأن جميع هذه الإجراءات تتم مباشرتها بإذن من النيابة العمومية.

وتحرص الوحدات العسكرية والأمنية على توفير الرعاية الصحية اللازمة للأفراد الذين يتم إنقاذهم وخاصة منهم النساء والأطفال بأسرع وقت ممكن بالتنسيق مع السلط الوطنية المختصة لضمان التدخل الطبي والإحاطة النفسية، كما يقع دفن الجثث في كنف إحترام كرامتهم وحقوقهم الإنسانية بعد إستكمال الإجراءات القانونية.

#### 5. بخصوص طلب تقديم معطيات إحصائيات في مجال الاجتياز بحرا:

تجدر الإشارة فيما يتصل بالمعطيات الإحصائية إلى عدم توفرها وفقا للتصنيف المطلوب (السن، الجنس، الجنسية، الفئات ...) بالنظر لعدم توفر منظومة تمكن من التعرف بالمهاجرين غير النظاميين في الوقت الحالي باعتبارهم لا يتحوزون على وثائق رسمية تثبت هوياتهم مما يؤدي الى استحالة ضبط عددهم وتحديد أماكن تواجدهم بالكيفية المطلوبة. علما وأن وحدات الحرس الوطني تمكنت إلى حدود 14 نوفمبر 2024 من ضبط عدد 66328 مجتازا منهم 57816 مجتازا أجنبيا أغلبهم من الأفارقة جنوب الصحراء مع الإشارة إلى أنه يتم ضبط الفرد الواحد في أكثر من مناسبة محاولا للاجتياز بحرا

#### 6. بخصوص العمل والتنسيق مع المنظمات الحقوقية والمدافعين عن حقوق الإنسان والوكالات التي تعنى

بمساعدة المجتازين:

بخصوص ما تضمنته البلاغ من وجود توجه عام نحو تجريم الأنشطة الإنسانية والداعمة للمهاجرين، فيتجّاه التوضيح بأن القضايا المثارة هي قضايا حق عام كان منطلق التتبعات فيها الإشتباه بإرتكاب مسيري عدد من الجمعيات لأفعال معاقب عليها بالقانون الجزائي، وقد فتحت في شأنهم أبحاث قضائية وفق الإجراءات القانونية. وخلافا للإدعاء المذكور، تعمل الهيكل الحكومية في إنسجام تام مع المنظمات الأممية والوطنية التي تعنى بالمجال حيث يحظى المهاجرون بمختلف جنسياتهم في تونس بتوفير مقومات العيش الكريم وتقديم الرعاية الصحية والاجتماعية لهم وإيواء عدد منهم ببعض المستشفيات والمؤسسات الصحية في حدود الإمكانيات المتوفرة. من خلال اعتماد مقاربة حقوقية في التعامل معهم استنادا إلى الاتفاقيات الدولية في مجال حقوق الإنسان وذلك بالتنسيق بين كافة الوزارات المعنية وفي إطار التعاون مع منظمات المجتمع المدني وخاصة بالنسبة للنساء والأطفال والفئات الهشة.

وبعاضد الهلال الأحمر التونسي منذ نشأته جهود الدولة في هذا المجال الإنساني إزاء ظاهرة الهجرة، حيث يتولى بالخصوص تقديم الإمدادات واللوازم الضرورية للمهاجرين وتوفير الرعاية الصحية بما في ذلك المجال النفسي وتقديم مساعدات مالية والعمل على لم شمل العائلات إضافة إلى تقديم مختلف المعلومات الضرورية.

كما أن المصالح الأمنية المعنية لا تتولى ترحيل اللاجئين ولا الترحيل بصفة جماعية بل تقوم في نطاق الاختصاص بالتنسيق مع سفارات البلدان الإفريقية حسب الترتيب الدولية والأعراف الجاري بها العمل وفي كنف الاحترام التام لمبادئ حقوق الإنسان إلى تسوية وضعية المهاجرين في إطار إعادة قبول الدول الإفريقية لمواطنيها.

وتتولى التنسيق مع المنظمات الأممية لإنتمام عملية العودة الطوعية للمهاجرين. وإبواء المهاجرين واللاجئين وطالبي اللجوء بمميزات خاصة تشرف عليها المفوضية السامية لشؤون اللاجئين والمنظمة الدولية للهجرة ويتم تأمينها ضمن النسيج الأمني المعتمد حسب مرجع النظر

وفي إطار العودة الطوعية بالتعاون مع المنظمة الدولية للهجرة. تم تحقيق نتائج ممتازة في هذا الصدد حيث تم خلال سنة 2024 إنتمام متطلّبات الإعادة الطوعية لعدد 6885 من المهاجرين غير النظاميين الراغبين في العودة طواعية إلى بلدانهم

#### 7. بخصوص المعطيات المتعلقة بإجراءات التوقي من العنف ضد المرأة:

اتخذت الجمهورية التونسية جملة من التدابير التشريعية والإجراءات لمكافحة جميع أشكال العنف ضد المرأة حيث أقر دستور سنة 2022 بالتزام الدولة باتخاذ التدابير الكفيلة بالقضاء على العنف ضد المرأة. كما نص القانون الأساسي عدد 58 لسنة 2017 المتعلق بالقضاء على العنف ضد المرأة. على شمولية القانون لكل أشكال التمييز والعنف المسلط على المرأة القائم على أساس التمييز بين الجنسين مهما كان مرتكبه وأيا كان مجاله. فضلا على ارتكازه على أربع أبعاد: الوقاية والحماية والخدمات وتنوع مرتكي العنف. وقد حرصت كل هيكل الدولة على تنفيذ أحكام القانون فيما يتعلق بالوقاية من العنف المسلط على المرأة.

كما تكفل الدولة التونسية حق التفاضل لكل شخص متواجد على التراب الوطني بقطع النظر عن وضعيته حيث يتمتع المهاجرون غير النظاميين بحق اللجوء إلى العدالة ويتم قبول الشكاوى ومباشرة المحاضر العدلية الخاصة بهم على قدم المساواة ودون تمييز. علما وأن الوحدات المعنية تتولى حال مباشرتها لقضاياها طرف أجنبي. إعلام المصالح المعنية بوزارة الشؤون الخارجية والهجرة والتونسيين بالخارج لإجراء ما يتعين في إطار التنسيق مع السلطات المختصة ببلد الطرف الأجنبي المعني

حيث يحظى المهاجرون بمختلف جنسياتهم في تونس بالعناية اللازمة في حدود الإمكانيات المتوفرة. من خلال اعتماد مقارنة حقوقية في التعامل معهم استنادا إلى الاتفاقيات الدولية في مجال حقوق الإنسان وذلك بالتنسيق بين كافة الوزارات المعنية وفي إطار التعاون مع منظمات المجتمع المدني بهدف توفير المساعدات الممكنة وخاصة بالنسبة للنساء والأطفال والفئات الهشة. علما وأنه واقعا يتم اقتسام إعاشة الأعوان مع المجتازين إلى حين انزالهم وإحالتهم على السلط المختصة بمشاركة بعض المنظمات والجمعيات الوطنية والدولية

كما أن القضاء على كل أشكال التمييز والعنف ضد النساء والفتيات لا يميّز بين التونسيين وبين الأجانب وذلك في التشريع وفي الممارسات من خلال تيسير النفاذ إلى العدالة للنساء والفتيات ضحايا العنف وتقديم خدمات قضائية خالية من كل تمييز قائم على النوع الاجتماعي أو على جنسية المعنية بالأمر وذلك لحماية بعض الفئات التي تتطلب رعاية خصوصية كالنساء والأطفال من اللاجئين (مخرجات الخطة الوطنية لتنفيذ قرار مجلس الأمن 1325 لسنة 2000 "المرأة والسلام والأمن")، وتدعيم كافة الضمانات القانونية للنساء والفتيات وحمايتهن من العنف ودعم الحماية القضائية لحقوق المرأة من خلال قرارات الحماية التي يصدرها قضاء الأسرة على معنى أحكام القانون الأساسي عدد 58 لسنة 2017.

وفي نفس السياق تفيد الهيئة الوطنية لمكافحة الاتجار بالأشخاص أن الضحايا الواقع سماعهم لديها لم يصرحوا بالتعرض للتحرش الجنسي أو الاغتصاب أو العنف إنما تعلق الحلات بعمليات اختطاف وطلب فدية.

#### 8. بخصوص إدعاء احتجاز المهاجرين من قبل مجموعات إجرامية والاعتداء عليهم:

إن تعدّد الجلسيات والثقافات واختلاف العادات والتقاليد في صفوف المهاجرين غير النظاميين أفضى إلى تسجيل حالات من العنف والاعتداء فيما بينهم في محاولة لفرض كل جهة سلطتها على البقية. تعهدت بالبحث فيما

الوحدات الأمنية التي تتولى تمحييل المحاصر العدلية وإحالتها طبقا للقانون إلى مصالح النيابة العمومية لما تأدس به في الغرض.

علما وأن المصالح المعنية بالوزارة تتولى قبول كافة الشكايات والعرائض سواء من التونسيين أو الأجانب بصفة مباشرة أو عن طريق المنظمات الوطنية والدولية الناشطة في مجال حقوق الإنسان، وتتولى فتح التحقيقات واتخاذ التدابير والإجراءات اللازمة في خصوص المخالفين تكريسا لمبدأ سيادة القانون وضمان حسن تطبيقه. وفيما يتعلق بسوء معاملة المهاجرين أو الإعتداء عليهم أو إستغلالهم في الأنشطة شغلية، فقد تم تسجيل حالة وحيدة وهي موضوع قضية تحقيقية منشورة أمام قاضي التحقيق بالمحكمة الابتدائية بصفاقس حول تشغيل الأجانب دون إحترام الإجراءات القانونية.

كما توجد قضايا تحقيقية منشورة على إثر مهاجمة المهاجرين لبعضهم البعض وحصول إشتباكات بين مجموعات منهم نجم عنها إصابات بألة حادة وفي وضعية أخرى نجم عنها الموت ولا تزال البعثات في هذه القضايا جارية طبقا للقانون.

9. بخصوص الضمانات التي توفرها الدولة التونسية لضمان حق المجتازين عند الاحتفاظ أو الإيداع بالسجون:

في هذا الإطار. وجبت الإشارة إلى أنه لا توجد بالقوات المسلحة العسكرية أية مراكز أو فضاءات خاصة بإحتجاز المهاجرين أو غيرهم من الوافدين على التراب التونسي. وفي حالة التفتن إلى وجود عمليات دخول غير شرعي سواء عبر الحدود البرية أو البحرية إلى القضاء التونسي، يتم تسليم المخالفين فوراً إلى قوات الأمن الداخلي وبالتنسيق مع الهيكل القضائية المختصة.

● في خصوص الاحتفاظ : تعمل الوحدات الأمنية المختصة بالأبحاث العدلية والهيكل المشرفة على الاحتفاظ بوزارة الداخلية في كنف الضوابط الدستورية والقانونية وتحت رقابة السلط القضائية المختصة في كافة مراحل البحث. وحرصاً من الوزارة على مزيد توضيح مختلف الإجراءات المتعلقة بالتعامل مع ذوي الشبهة دون تمييز، تم بتاريخ 10 ديسمبر 2022 إصدار ملحوظات عمل حول متطلبات تطبيق القانون عدد 5 لسنة 2016 المؤرخ في 16 فيفري 2016 المنقح والمتمم لمجلة الإجراءات الجزائية (ضمان الحق في إنابة محامي، الحق في العرض على الطبيب، الحق في إعلام العائلة أو الجهات الرسمية والدبلوماسية والاستعانة بمترجم عند الاقتضاء وغيرها...) علماً وأنه يتم التنسيق مع النيابة العمومية خلال مختلف مجريات البحث.

● في خصوص الإيداع بالسجون: يخضع المهاجرين المودعون بالسجون كبقية المساجين إلى القوانين والتراتيب الجاري بها العمل في المؤسسات السجنية ولا مجال للتمييز بين التونسيين والأجانب. وفي هذا الإطار، تعمل الهيئة العامة للسجون والإصلاح على حماية الحرمة الجسدية والنفسية لكافة المودعين وذلك من خلال:

- ضمان العلاج والدواء داخل السجن وعند التعذر بالمؤسسات الإستشفائية بإشارة من طبيب السجن.

- تكريس المعاملة الإنسانية ودعم البرامج الموجهة للفئات الهشة.

- تحسين ظروف الإيداع

- دعم برامج الرعاية والتأهيل والتشغيل للمودعين إعادة إدماجهم، ويذكر في هذا الإطار أن للمساجين

الأجانب الحق في المشاركة في جميع الأنشطة الثقافية والتنشيطية والترفيهية داخل السجن على غرار بقية المساجين.

- إدراج الأطفال الأجانب المودعين بمراكز إصلاح الأطفال الجانحين بصفة آلية ضمن البرامج التكوينية

والتعليمية والتنشيطية.

ويجدر التأكيد على أنه يتم إبلاء المساجين الأحاب رعاية خاصة إذ يتم منحهم إيداع أي سجين (5) أحدي (5) إنشاء الإجراءات التالية بصفة آلية

- إعلام ومراسلة الممثل القنصلي أو الدبلوماسي الراجع له بالسطر وذلك عن طريق القنوات الدبلوماسية، كما يتم إتباع نفس التقسي في حالة المحاكمة أو الإفراج

- منح رخص زيارة لمثلي القنصليات أو الدبلوماسيين الذين يرغبون في زيارة مواطني بلدانهم المساجين المحكومين نهائيا / أما بالنسبة للموقوفين الجانب فإن الجهات القضائية الموقوف على ذمتها السجين هي المحولة قانونا بمنح رخصة الزيارة

- تمكين المودعين بالوحدات السجنية من مقابلة رجال الدين وممارسة شعائهم الدينية داخل الوحدات السجنية مع الحرص على توفير الكتب الدينية والسماح لهم بالإطلاع على الصحف والمجلات

- تمكين المودعين بالوحدات السجنية من مواصلة الدراسة داخل السجن والسماح لهم بإدخال الكتب والصحف والمراجع والمقررات العلمية

- الترخيص للسجناء الذين هم من رعايا دول ليس لها ممثلين دبلوماسيون أو قنصليات في تونس بالاتصال بالممثل الدبلوماسي للدولة المكلّفة برعاية مصالحهم انسجاما مع مقتضيات القاعدة 62 من قواعد الأمم المتحدة النموذجية الدنيا لمعاملة السجناء (قواعد نيلسون مانديلا)، وكذلك الترخيص للسجناء بتبادل الرسائل مع عائلاتهم تحقيقا لاستقرارهم النفسي وتلائما مع القاعدة 58 (قواعد نيلسون مانديلا)

كما تحرص المؤسسات السجنية على دراسة برنامج نظام غذائي صحي متكامل يراعي خصوصية الأطفال المنحدرين من بلدان إفريقيا جنوب الصحراء المودعين بمراكز إصلاح الأطفال الجانحين للحفاظ على نموهم السليم (تم تنظيم سنة 2024، عدد 09 قوافل اجتماعية لفائدة المودعين الأجانب بعدد من الوحدات السجنية والإصلاحات)

وبقع إجراء العديد من التفقدات الداخلية الموجهة للوحدات السجنية والإصلاحية بغرض معاينة ظروف الإقامة والإعاشة والخدمات المسداة إلى المساجين بغض النظر عن جنسيتهم (صحيا، اجتماعيا، نفسانيا)، كما يحظى المساجين بزيارات من طرف الهيئات والمنظمات الرقابية سواء بمقتضى القانون أو اتفاقية مبرمة في الغرض للوقوف على الإخلالات داخل السجن وإن وجدت (الهيئة الوطنية للوقاية من التعذيب: تم إحداثها بمقتضى القانون الأساسي عدد 43 لسنة 2013 مؤرخ في 21 أكتوبر 2013 يتعلق بالهيئة الوطنية للوقاية من التعذيب)

وفي الختام، يمكن الإشارة إلى المجهودات المبذولة في مجال تدعيم القدرات حول منظومة حقوق الإنسان وخاصة فيما يتعلق بالهجرة والإتجار بالأشخاص

- على مستوى وزارة الداخلية : تعمل الوزارة على تعزيز قدرات منتسبيها لضمان حسن تطبيق القانون وتكريس كافة الضمانات المخولة للمهاجرين غير النظاميين على مستوى العمل الأمني وذلك من خلال تنظيم دورات تكوينية لفائدة الأعوان من مختلف الاختصاصات والرتب حول القانون الدولي لحقوق الإنسان بما في ذلك حقوق المهاجرين مع إدراج محور حقوق الإنسان ضمن برامج التكوين القاعدي والأساسي وإثراء أنشطة التكوين بالمسائل ذات الصلة بالجانب السلوكي والانضباطي وذلك استنادا خاصة إلى أحكام مدونة سلوك قوات الأمن الداخلي التابعة لوزارة الداخلية الصادرة بمقتضى الأمر عدد 240 لسنة 2023 بتاريخ 16 مارس 2023 والتي أفردت مجال التعامل مع الفئات التي لها متطلبات خاصة ومن بينهم المهاجرين بقسم خاص تضمن التأكيد على ضرورة مراعاة وضعياتهم ومتطلباتهم أخذا في الاعتبار لخصوصياتهم وذلك وفق الإجراءات القانونية المعتمدة في الغرض

على الإخلالات داخل السجون إن وجدت (الهيئة الوطنية للوقاية من التعذيب: تم إحداها بمقتضى القانون الأساسي عدد 43 لسنة 2013 مؤرخ في 21 أكتوبر 2013 يتعلق بالهيئة الوطنية للوقاية من التعذيب).

وفي الختام، يمكن الإشارة إلى المجهودات المبذولة في مجال تدعيم القدرات حول منظومة حقوق الإنسان وخاصة فيما يتعلق بالهجرة والاتجار بالأشخاص:

على مستوى وزارة العدل: شرعت الوزارة على مستوى البرامج والمشاريع، في تنفيذ مشروع "سلامة" بالتعاون مع مكتب الأمم المتحدة المعني بالمخدرات والجريمة بتونس حول تعزيز القدرات في شمال إفريقيا لحماية المهاجرين. وفي إطار مزيد تعزيز قدرات القضاة في مجال الهجرة والاتجار بالأشخاص، قامت وزارة العدل بالإشراف على دورة تكوينية لفائدة قضاة السلسلة الجزائية في محاكم الجنوب خلال شهر جانفي 2024 أمن المداخلات خبراء من الهيئة الوطنية لمكافحة الاتجار بالأشخاص وقضاة من الرتبة الثالثة.

- على مستوى وزارة الدفاع الوطني: تحرص الوزارة على تنظيم دورات تكوينية وتحسيسية في مجال حقوق الإنسان حتى يكون جميع أفراد القوات العسكرية على دراية بتعهدات الدولة التونسية والنصوص القانونية الوطنية المتعلقة باحترام القانون الدولي لحقوق الإنسان والقانون الدولي الإنساني والقانون الدولي للأجانب. لضمان احترامهم للقوانين والمعاهدات الدولية عند معاملتهم مع كل من يجتاز الحدود خلسة.

- على مستوى وزارة الداخلية : تعمل الوزارة على تعزيز قدرات منتسبيها لضمان حسن تطبيق القانون وتكرس كافة الضمانات المخولة للمهاجرين غير النظاميين على مستوى العمل الأمني وذلك من خلال تنظيم دورات تكوينية لفائدة الأعوان من مختلف الاختصاصات والرتب حول القانون الدولي لحقوق الإنسان بما في ذلك حقوق المهاجرين مع إدراج محور حقوق الإنسان ضمن برامج التكوين القاعدي والأساسي واثراء أنشطة التكوين بالمسائل ذات الصلة بالجانب السلوكي والانضباطي وذلك استنادا خاصة إلى أحكام مدونة سلوك قوات الأمن الداخلي التابعة لوزارة الداخلية الصادرة بمقتضى الأمر عدد 240 لسنة 2023 بتاريخ 16 مارس 2023 والتي أفردت مجال التعامل مع الفئات التي لها متطلبات خاصة ومن بينهم المهاجرين بقسم خاص تضمن التأكيد على ضرورة مراعاة وضعياتهم ومتطلباتهم أخذا في الاعتبار لخصوصياتهم وذلك وفق الإجراءات القانونية المعتمدة في الغرض هذا إضافة إلى إدراج محور خاص بجرائم الاتجار بالأشخاص ضمن برامج التكوين الأساسي والمستمر الموجهة لفائدة مأموري الضابطة العدلية وتنظيم دورات تكوينية تخصصية في مجال فنيات البحث في جرائم الاتجار بالأشخاص والتعهد بالضحايا والألية الوطنية لإحالة الضحايا.